

PEUGEOT MULHOUSE : 600 INTÉRIMAIRES

VIRÉS !

PSA Peugeot-Citroën a annoncé mercredi 21 décembre, lors d'un comité d'entreprise, la suspension d'une des équipes de montage de son site de Mulhouse à compter du 3 Mars 2012, entraînant par ricochet selon la CGT la suppression de 600 postes d'intérimaires.

Cette décision vient s'ajouter aux 6.000 suppressions de postes en Europe, essentiellement en France, déjà annoncées par PSA dans le cadre d'un plan de réduction des coûts motivé par la baisse des ventes du groupe en Europe depuis l'été.

Dans un communiqué, le syndicat CGT du site a souligné pour sa part que le reclassement des salariés en CDI se ferait probablement aux dépens des contrats d'intérim, entraînant au total "des fins de contrat pour près de 600 intérimaires (soit) près de la moitié des effectifs intérimaires du site."

L'équipe qui sera démontée travaille aujourd'hui au montage des Peugeot 206+ et 308. La première voiture s'arrête l'an prochain et sera remplacée au printemps à Mulhouse par la 208, à laquelle viendra s'ajouter en septembre 2012 une voiture supplémentaire, pour la 308, la production sera transférée sur le site de Sochaux au deuxième trimestre 2012. C'est le milliard à plusieurs bandes dénoncé par la CGT de PSA Sochaux. Des mutations forcées seront donc imposées. Pour des travailleurs âgés de plus de 56 ans, c'est le retour au pôle emploi.

Blog NPA automobile - 3 janvier 2012

RETOUR SUR UN LÂCHAGE SOCIALISTE AU PARLEMENT

Lundi 21 novembre 2011, les députés socialistes au parlement européen ont voté avec la droite le versement d'une subvention de 24,5 millions d'euros à Renault pour couvrir en partie le coût de son dispositif de reclassement des 4 445 licenciés dans le cadre de son plan de départs volontaires: "Projet Renault Volontariat" (PRV), en 2008 et 2009. Pourtant, plus d'un mois plus tôt, les mêmes députés avaient refusé l'octroi de cette subvention pour sanctionner l'abandon par Renault des centaines de travailleurs trompés par son plan de départ "volontaires" et laissés sans ressources, pendant 4 à 20 mois, suite à la réforme Sarkozy des retraites. A l'époque, ces députés affirmaient vouloir des garanties quant à la manière dont l'argent pourrait bénéficier aux licenciés. Faute de réponse, il leur paraissait "difficilement envisageable de donner une suite favorable à la demande d'aide européenne". Cette capitulation est doublement révoltante. Cette aide va financer des stages bibon et elle est versée alors que Renault n'a donné aucune garantie pour régler la situation de ses anciens salariés. Une fois de plus, les travailleurs ne vont devoir compter que sur leurs propres forces.

NPA Renault Cléon - 15 décembre 2011

Ce bulletin reprend notamment des articles publiés par des militants NPA du secteur automobile :

<http://www.npa-auto-critique.org>

Dans la région : NPA CLEON

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08

DÉCLARATIONS DE PHILIPPE POUTOU,

OUVRIER DANS L'AUTOMOBILE ET CANDIDAT DU NPA

TVA ANTISOCIALE : URGENCE D'UNE RIPOSTE UNITAIRE.

Sarkozy et son gouvernement viennent d'annoncer leur décision: ils sont déterminés à imposer, avant l'élection présidentielle, leur projet de TVA antisociale, sous couvert de défendre l'emploi. Ils obéissent ainsi aux injonctions du MEDEF qui réclame cette mesure depuis plusieurs semaines, à hauteur de 80 milliards d'€.

Chacun comprend pourquoi: 80 milliards d'€ de TVA payés par les salariés, les chômeurs et les retraités sous forme de TVA, c'est 80 milliards d'€ de profits en plus dans la poche de L.Parisot et ses amis.

Depuis 30 ans qu'elle est appliquée, la baisse des cotisations sociales, a permis la défense des profits, mais jamais sauvé ou créé d'emplois: si c'était le cas, cela se saurait!

Les organisations syndicales et la gauche politique dénoncent toutes aujourd'hui l'inefficacité de la hausse de la TVA pour l'emploi, et une nouvelle mesure d'injustice sociale. Face à la volonté du pouvoir de passer en force, il y a urgence. Toutes les forces de la gauche sociale et politique devraient se rencontrer au plus tôt pour définir ensemble les modalités immédiates d'une riposte afin d'empêcher ce mauvais coup supplémentaire du quinquennat Sarkozy.

Le 4 janvier 2012.

CAC 40 : LES PROFITS SE PORTENT BIEN !

La crise dont le gouvernement nous rebat les oreilles du matin au soir pour justifier sa politique d'austérité et de régression sociale n'est pas pour tout le monde.

Ainsi, les entreprises du CAC 40 prévoient de verser, au titre des résultats en 2011, 37 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires pour un total de 87 milliards de bénéfices. En 5 ans, c'est 31% de hausse pour les dividendes et les rémunérations des grands patrons ont augmenté de 34%. Le CAC 40 gave ses actionnaires alors que dans le même temps plus de 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.

Aux salariés, le blocage des salaires, la baisse programmée du pouvoir d'achat si la TVA antisociale est mise en place, la précarité, les licenciements et le chômage. Le sommet social du 18 janvier verra une nouvelle offensive du gouvernement qui va dégrader davantage la situation des salariés à travers le développement du chômage partiel et de la flexibilité du temps de travail et des rémunérations prévues par le contrat compétitivité-emploi de X. Bertrand.

La crise du capitalisme est utilisée pour accroître les inégalités sociales et casser tous les droits sociaux acquis lors des mobilisations sociales passées.

Il est grand temps que la riposte de l'ensemble de gauche sociale et politique s'organise pour exiger une loi d'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail, 300 euros pour tous, l'échelle mobile des salaires.

Le 6 janvier 2012



PHILIPPE POUTOU

CANDIDAT À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2012

WWW.NPA2009.ORG



**Collectif pour
un audit citoyen
de la dette publique**



à qui profite la dette ?

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons audessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ». Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ? Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter

auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique. Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

ON NE VA PAS LES LAISSER EN FAIRE QU'À LEUR DETTE



Premiers signataires nationaux : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires, Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

Tous ensemble : s'organiser pour ne plus payer leur dette

C'est quoi la dette ?

Qu'est ce que ça fait la dette?

A qui profite la dette ?

INDIGNEZ VOUS !!



Meeting-Débat

Vendredi 27 janvier 2012

18H- bourse du travail grande salle Franklin

2H pour comprendre et combattre les effets de la dette

... avec une introduction aux débats des représentant-es d'ATTAC, du CADTM, des syndicalistes de Renault et de l'Hôpital et l'intervention de tous les participant-es

collectif contre la dette Le Havre - CAC 76